

LE GOUVERNEMENT DU PAT

Dix contributeurs nous ont fait part de leur regard sur le bilan du gouvernement Michel 1er (2014-2018). Ils dressent le portrait d'une coalition qui a ouvertement prôné la « diminution du coût du travail » et dont la N-VA a été la force dominante.

Arnaud Lismond-Mertes et Yves Martens (CSCE)

Fin décembre 2018, à l'heure de mettre ce numéro sous presse et peu après que la N-VA a quitté le navire, le gouvernement Michel s'achemine vers sa fin. Il est l'heure de tirer le bilan de son action depuis sa formation, en octobre 2014. C'est l'objectif que nous nous sommes fixé en publiant ce dossier.

Formation, contexte et fin du gouvernement

Avant d'en venir à l'analyse de l'action de ce gouvernement, il est utile de rappeler les circonstances dans lesquelles il a été mis en place. En récoltant trente-trois sièges à la Chambre, soit six de plus qu'en 2010, la N-VA a été le grand vainqueur des élections fédérales du 25 mai 2014, et a conforté sa position de plus grand parti du pays. Le principal perdant de ces élections a été l'extrême droite flamande du Vlaams Belang, qui a perdu neuf sièges. Peu après le scrutin, Bart De Wever, président de la N-VA, a été chargé par le roi d'une mission d'information en vue de constituer un gouvernement. Après avoir échoué (suite au refus du cdH) à créer une coalition associant la N-VA, le CD&V,

allait « mener une politique de croissance visant à renforcer notre compétitivité et assurant ainsi que nos entreprises créent des emplois supplémentaires (...) en diminuant le coût du travail », réaliser très vite un saut d'index, modérer les salaires, « réduire le taux de base des cotisations patronales avec l'objectif d'atteindre 25 % », porter « l'âge légal de la retraite à 66 ans en 2025 et à 67 ans en 2030 », « glisser des impôts sur d'autres revenus que ceux du travail, vers des impôts directs et/ou vers la fiscalité environnementale » (2)... Pour la réalisation de son programme, le gouvernement Michel a bénéficié d'un contexte économique européen plus favorable que celui qui avait marqué les gouvernements précédents depuis la crise financière de 2008. En effet, entre 2015 et 2017, la zone euro a connu une croissance annuelle de son PIB d'environ 2 %. L'opposition pointe le fait que, sur cette même période, la croissance belge a été plus faible que celle des principaux partenaires économiques du pays.

Fin 2018, des sondages d'opinion répétés tendent à indiquer que, vu le recul électoral prévu de la N-VA et du MR, toutes choses étant égales, la coalition actuel-

Un programme très cohérent d'inspiration nettement néolibérale

le MR et le cdH, De Wever a jeté l'éponge fin juin. Le flambeau de la formation gouvernementale a alors été repris par Charles Michel (MR), bientôt rejoint par Kris Peeters (CD&V). Ceux-ci menèrent à bien la formation d'un gouvernement, lequel a vu le jour le 11 octobre 2014 et a regroupé le MR, la N-VA, le CD&V et l'Open VLD. Ensemble, ils ont disposé d'une majorité de 85 députés (33 N-VA, 20 MR, 18 CD&V et 14 VLD) sur 150 à la Chambre. Le poste de Premier ministre revint à Charles Michel (MR). Cependant, du côté francophone, le soutien au gouvernement restera largement minoritaire, puisque limité au seul MR (20 députés sur les 63 francophones).

L'accord de gouvernement sur la base duquel s'est formée la majorité est un document de 230 pages (1), qui a balisé l'action du gouvernement durant l'ensemble de la législature. On pouvait notamment y lire que celui-ci

□ □ □

DIX REGARDS CROISÉS SUR UN BILAN

Nous avons demandé à dix intervenants de partager leur vision du bilan du gouvernement Michel, en conjuguant diversité des interlocuteurs (politiques, syndicaux, associatifs) et des thématiques abordées. **David Clarinval**, chef du groupe MR à la Chambre (p. 9), nous présente le point de vue de ceux qui défendent le gouvernement. Du côté syndical, **Robert Verteneuil**, président de la FGTB, nous a donné son appréciation de la politique menée en termes de pouvoir d'achat, de

pensions et de Sécurité sociale (p. 13). **Felipe Van Keirsbilck**, secrétaire général de la Centrale Nationale des Employés de la CSC (CNE), esquisse le bilan de la politique menée concernant les organisations syndicales et le droit à l'organisation collective des travailleurs, ainsi que de l'action développée en matière de droit du travail (p. 16). **Yves Martens** (CSCE) trace quant à lui un tableau de l'action gouvernementale en matière de droit au chômage et de droit à l'aide sociale (p. 20).

RONAT ET DE LA N-VA

lement au pouvoir ne disposerait plus d'une majorité parlementaire lui permettant d'être reconduite après les élections prévues en mai 2019. Dans ce contexte, la N-VA a décidé, début décembre 2018, de se retirer du gouvernement, au motif du soutien gouvernemental au « Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières », choisissant ainsi de renouer avec une posture d'opposition face à un Premier ministre francophone, et de placer la question des migrations au cœur du débat électoral (en Flandre).

Pro-Otan, pro-UE et anti-Etat social

Quelles lignes directrices apparaissent lorsque l'on fait le bilan du gouvernement Michel ? Sur le plan international, il s'agit d'un gouvernement pleinement adepte de l'Otan, globalement inféodé aux USA, à l'Union européenne et aux politiques macroéconomiques néolibérales qu'elle organise. La programmation de l'achat des avions de combat F-35, pour un montant de 15 milliards (sur la durée de vie prévue des appareils), ou encore la volonté de faire ratifier l'accord économique et commercial global avec le Canada (CETA) avec le moins de réserves possible en sont des illustrations flagrantes. De même, ce gouvernement n'a nullement remis en cause, ni la politique monétaire de l'UE, ni son cadrage budgétaire, ni sa politique commerciale, ni la libre circulation des travailleurs, des marchandises, des services et des capitaux,

Du côté de l'opposition parlementaire, **Jean-Marc Nollet**, chef de groupe Ecolo à la Chambre et aujourd'hui coprésident de son parti, aborde la politique menée en matière d'environnement, de climat et d'énergie (p. 24). **Ahmed Laaouej**, chef de groupe PS à la Chambre, complète ce panorama en traitant de la politique fiscale (dont la réforme dite du *tax shift*) ainsi que de la politique menée par rapport aux entreprises et services publics (p. 26). **Marco Van Hees**, l'un des deux députés fédéraux du PTB, nous donne quant à lui son point de vue sur les

gagnants et les perdants de la politique du gouvernement, mais également sur la politique menée en matière d'Affaires étrangères, vis-à-vis de l'Union européenne, ainsi que sur la Défense nationale (p. 29). Enfin, du côté associatif, **Olivia Venet**, la nouvelle présidente de la Ligue des Droits Humains, nous donne son point de vue sur la politique menée en matière de Justice (p. 32), tandis que **Brieuc Wathelet** nous présente la campagne citoyenne « Tam Tam », qui vise à « *remettre la dignité humaine au centre des débats à la veille des élections* » (p. 35).



ni les libéralisations et les interdictions d'aides d'Etat...

Au contraire, la politique économique prônée par ce gouvernement, vendue comme étant du « libéralisme social », est un programme très cohérent d'inspiration nettement néolibérale. Il s'agit d'une politique économique de « l'offre » (également dite de « compétitivité »), c'est-à-dire de diminution des salaires sous toutes leurs formes (dont le saut d'index, les baisses de cotisations sociales, les augmentations de TVA et d'accises...), au motif de favoriser ainsi la croissance et l'emploi. Cette politique vise à doper les profits des entreprises, des multinationales et des millionnaires. Pour ce faire, elle met en œuvre un programme de destruction systématique de l'Etat social, tel qu'il s'était développé en Europe occidentale depuis un siècle, et en particulier après la Seconde guerre mondiale, dans le contexte d'un monde alors bipolaire, clivé entre des pays capitalistes et des pays dits communistes. Cette politique s'attaque donc non seulement aux salaires, mais également aux quatre piliers de l'Etat social, tels que les identifie Christophe Ramaux : 1) la protection sociale (Sécurité sociale...), 2) la régulation des rapports de travail (droits collectifs des travailleurs...), 3) les entreprises et services publics et 4) des politiques économiques progressistes (politiques keynésiennes de la demande, fiscalité redistributive...). (3)

Il ne s'agit donc pas seulement d'une politique de casse systématique des salaires directs, mais également de la casse des salaires indirects (pensions, prise en charge des soins de santé, de la maladie et de l'invalidité, allocations de chômage, droit à l'aide sociale...), de la casse du salariat (à la fois celle des droits des salariés et de l'encouragement du développement du travail sous statut d'indépendant et de divers autres sous-statuts), de

⇒ la casse des entreprises publiques (SNCB...) et des services publics, de la casse de la fiscalité progressive sur le revenu et de l'impôt sur les entreprises, de la casse, enfin, des politiques économiques fondées sur le soutien à la demande (austérité imposée tant aux salaires qu'aux dépenses publiques).

Climato-réactionnaire

Le bilan politique du gouvernement Michel porte au-delà du seul aspect socioéconomique. Au niveau de l'environnement, et notamment de l'application des objectifs climatiques fixés par l'accord de Paris de 2015, les résultats de la politique menée par le gouvernement Michel sont désastreux : la production de CO₂ en Belgique n'a pas diminué, mais bien augmenté entre 2014 et 2017. La médiocrité insigne de M-C. Marghem, ministre fédérale de l'Énergie et de l'Environnement, incarne l'absence totale d'ambition de ce gouvernement dans ces matières, où il n'a été que l'instrument servile des demandes écologiquement irresponsables de sa clientèle électorale de privilégiés (absence de remise en cause de la fiscalité favorable aux voitures de société...) et des multinationales concernées (Engie – Electrabel...).

Autoritaire, antisyndical et coupé de la société

L'une des caractéristiques du gouvernement Michel, qui le distingue des précédents, est la façon dont l'exécutif s'est coupé de la société et a renforcé le caractère autoritaire de son exercice du pouvoir. La rupture de la tradition belge de concertation sociale a en effet été particulièrement nette sous cette législature, notamment sur la question du saut d'index et des pensions, où les mesures gouvernementales ont été imposées unilatéralement. Le démantèlement des droits collectifs des travailleurs va cependant bien au-delà de ces mesures ponctuelles, et touche à la possibilité même de négocier des augmentations de salaires ou de conclure des conventions collectives de travail sectorielles. L'organisation syndicale du paiement des allocations de chômage est également mise sous pression, tout comme le droit de grève. Cette coupure du gouvernement par rapport à la société civile et aux contre-pouvoirs dépasse la seule question sociale et se retrouve, par exemple, dans l'évolution de ses rapports avec le pouvoir judiciaire. Celui-ci a, dans son ensemble, rarement exprimé aussi nettement le sentiment d'être maltraité par l'exécutif ainsi que ses inquiétudes par rapport au respect de l'État de droit.

Des fachos au gouvernement

Enfin, la construction de la majorité gouvernementale autour de la N-VA, qui en a été la force politique dominante, marque également l'originalité de ce gouvernement. Le reniement de la promesse préélectorale du MR de refuser toute coalition avec la N-VA a été une rupture majeure dans le front de résistance par rapport à la participation au pouvoir de cette force politique qui a construit son succès électoral sur les thèmes du séparatisme flamand et du rejet de l'immigration. Par la suite, Groen s'est engouffré dans cette voie après les

élections communales et provinciales d'octobre 2018, en n'hésitant pas à former plusieurs majorités communales avec la N-VA, et même une majorité provinciale avec celle-ci et le VLD, en Flandre orientale. Le SP-A, pour sa part, s'est coalisé avec la N-VA et l'Open VLD pour la formation d'une majorité à la Ville d'Anvers. Il en résulte que le PTB-PVDA est désormais le seul parti flamand refusant la participation à toute majorité comprenant la N-VA.

L'ensemble de la législature a été marquée par les dérapages nauséabonds des ministres N-VA. En particulier, Théo Francken, secrétaire d'État à l'Asile et aux Migrations, a mené un travail de pionnier pour la redéfinition de ce qui est politiquement acceptable au sein d'un gouvernement fédéral belge. Cela a commencé dès le lendemain de sa nomination, en 2014, par sa présence publique à l'anniversaire du collaborateur nazillon Bob Maes, et est passé par son refus d'appliquer une décision de la Cour d'appel de Bruxelles en matière de visas, jusqu'à récemment, en 2018, sa décision de limiter arbitrairement à soixante par jour le nombre de demandes d'asile examinées par l'Office des étrangers, ou encore sa remise en cause de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. La fin du gouvernement de Charles Michel aura donc été à l'image de la façon dont il a vécu, inspiré par la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), dominé par la N-VA et « dirigé » par un Premier ministre qui, après avoir nié la voix démocratique exprimée par les mouvements sociaux tout au long de la législature, a voulu s'accrocher au pouvoir envers et contre tout, quand bien même sa majorité parlementaire, réduite suite au départ de la N-VA, ne disposait plus que du soutien de 52 députés sur 150 à la Chambre.

Au terme de cette législature, le gouvernement de Charles Michel laisse donc un pays plus polarisé, tant

Cette législature a été marquée par les dérapages nauséabonds des ministres N-VA

sur le plan social que communautaire, où la participation au pouvoir de l'extrême-droite a été banalisée. Il laisse un pays désormais tiraillé entre, d'une part, des forces qui tentent de fédérer un large électorat sur la base de la lutte contre l'immigration ainsi que sur la base de revendications autonomistes flamandes et, d'autre part, une population appauvrie qui, par divers biais - syndicaux, politiques, et dont le mouvement dit des « gilets jaunes » est l'une des dernières incarnations -, cherche à retrouver une capacité d'action politique. C'est dans ce contexte complexe que les forces de gauche belges devront reconstruire des stratégies d'ensemble, des éléments de programme fédérateurs et nouer des alliances. □

(1) Accord du gouvernement de Charles Michel, 9 octobre 2014, dispo sur www.premier.be

(2) Ibid.

(3) Christophe Ramaux, *L'Etat social – Pour sortir du chaos néolibéral*, 2012.